Extrait du CADTM

http://cadtm.org/Les-pyromanes-saluent-le-plan-anti

Les pyromanes saluent le plan anti-incendie de la zone euro

- Français -

Date de mise en ligne : lundi 1er août 2011

CADTM

Réuni le 21 juillet à Bruxelles, le sommet de la zone euro a élaboré un nouveau et nième "plan de sauvetage" de la Grèce. Outre le déblocage à court terme de nouveaux prêts pour la Grèce, ce plan comporte une nouveauté principale : le Fonds européen de stabilité financière pourra être autorisé à acheter les obligations grecques, irlandaises et portugaises sur le marché secondaire. En clair, les États et donc les contribuables européens vont pouvoir débarrasser les banques et les fonds d'investissement de ces titres, considérés comme « pourris » puisque les pays débiteurs sont en voie de faire défaut sur leur dette.

La Banque centrale européenne, jusqu'à présent seule à pouvoir décharger les banques de ces créances douteuses, exigeait que l'Union européenne prenne le relais : elle a eu satisfaction. C'est donc une nouvelle étape de la socialisation des pertes, que les banques européennes auraient théoriquement dû prendre en charge pour avoir prêté de façon inconsidérée à des pays surendettés. Une socialisation par anticipation, à la différence de celle de 2008-2009 : brillante manière de tirer les leçons de la crise financière, puisqu'aujourd'hui les États déchargent les banques de leurs pertes avant même qu'elles ne soient réalisées !

Certes, l'accord européen prévoit une « participation volontaire » des banques privées sous la forme d'un renouvellement des prêts, d'un rééchelonnement (allongement de la durée du prêt) ou d'un rachat. Mais les spéculateurs ne s'y sont pas trompés : ce défaut sélectif et volontaire ne coûtera pas cher aux banques, dont les actions ont spectaculairement grimpé jeudi à Paris, Londres, Milan, Francfort... Les pyromanes saluent ainsi le plan anti-incendie de la zone euro.

Enfin l'accord organise un certain allègement du fardeau de la dette des pays attaqués par les marchés, avec un allongement des durées de prêt (à 15 ans minimum) et une diminution d'un point (de 4,5% à 3,5%) du taux d'intérêt consenti par le Fonds de stabilité financière à l'Irlande, au Portugal et à la Grèce. Il s'agit d'un « défaut sélectif » qui ne coûtera qu'aux contribuables européens. Les dirigeants européens prennent ainsi acte de l'échec de la ligne dure qui consistait à punir les pays en difficulté par des conditions de crédit draconiennes. La Grèce en particulier s'enfonçait manifestement dans une crise sans issue, et il fallait adoucir un peu ce traitement de choc.

Cependant les chefs d'État et de gouvernement européens réitèrent leur engagement à une austérité sans faille : ils appellent à l'adoption rapide par le Parlement européen du « Pacte pour l'euro - plus »et exigent explicitement « le retour des déficits publics au dessous de 3% du PIB dès 2013 ». Ceci implique un tour de vis draconien sur les finances publiques partout en Europe et notamment en France, où le déficit dépasse encore les 6%.

Le sommet de la zone euro a donc confirmé le choix politique des dirigeants européens : faire payer aux contribuables et aux peuples européens le coût de la crise via le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et les plans d'hyper-austérité. Nous exigeons au contraire que soit mis un terme au diktat des banques et des marchés financiers. Une véritable solution à la crise de l'euro passe par l'arrêt des plans d'austérité et l'annulation partielle des dettes, des réformes fiscales revenant sur les cadeaux faits depuis vingt ans aux entreprises et aux riches, la possibilité donnée à la Banque centrale européenne de prêter directement aux États-membres, la régulation stricte et la mise à contribution des marchés financiers.

Attac France propose à toutes les forces sociales de s'inspirer des initiatives des « indignés » pour mettre la démocratie à l'ordre du jour. Nous voulons décider tous ensemble de Europe de nos vies. Attac propose ainsi la mise en place d'un Comité pour l'audit citoyen de la dette publique pour mettre en débat l'origine de la dette publique, travailler à des alternatives aux plans d'austérité, évaluer qui doit payer pour cette dette et à quelle hauteur celle-ci est réellement légitime. Nous refusons la socialisation des pertes des banques et des fonds d'investissement : c'est à leurs actionnaires de supporter tout le coût des nécessaires restructurations et dénonciations des dettes publiques en Europe.

Attac France, Paris, le 22 juillet 2011